

cennes pourvoit à son chauffage, la nourriture est bonne et en quantité suffisante. Nos camarades ne demandent qu'à marcher et à recevoir des journaux et des nouvelles de Paris. Nous renvoyons ce vœu de nos frères d'armes à qui de droit.

On écrit de Bondy (avant-postes), 26 décembre, 5 h. du soir.

Le 24 courant, à 3 heures du soir, le général Trochu est venu vérifier par lui-même les travaux d'opérations faits au-delà de Grancy, que nous avons pris le 21 courant. Le général est allé jusqu'à la ferme de Greslay, dernière tranchée française, distante de 250 mètres à peu près des tranchées prussiennes. Dans l'escorte du général, j'ai remarqué le colonel Reille. Nuit du 24 au 25 assez tranquille, si ce n'est que la batterie marine de 16 ne cesse de grogner, ce qui fait aucun quartier de tout ce que les Prussiens semblent vouloir accomplir, et montrant par là que le serment que nos marins ont fait de venger leurs frères massacrés en héros au Bourget, n'est pas vain.

A une heure, visite du général Ducrot, avec l'amiral Jausset, aux avant-postes après quoi conseil de guerre de tout l'état-major de l'armée de terre et de mer s'est tenu. La plus grande confiance règne, et d'ici peu de jours de grandes choses vont s'accomplir. Notre génie fortifié en ce moment en avant de Drancy et la ferme de Greslay.

Nuit du 25 au 26. — A part quelques coups de canon et quelques coups tirés par nos artilleurs, rien à signaler. A dix heures du matin, les mitrailleuses se font entendre du plateau d'Avron, appuyées par une fusillade bien nourrie. Ce n'était encore qu'une contre-attaque, car l'opération n'a duré qu'une heure. Nous avons eu aujourd'hui une suspension d'armes jusqu'à 4 heures pour enterrer les morts au Bourget.

Les employés du service de trésorerie de l'armée viennent de recevoir l'ordre de rejoindre immédiatement leurs divisions respectives, qu'ils avaient momentanément quittées pour s'établir dans les bureaux du ministère des finances.

Les éclaireurs Franchetti sont rentrés à Paris pour se reposer de la fatigue extrême que leur avait occasionnée le campement en plein air, du côté du Bourget et de Bondy. Ce repos, sera de deux jours environ après lesquels ces braves éclaireurs reprendront leur poste pour continuer leur pénible et périlleuse mission.

Deux cent vingt frères formaient avant-hier, le service de nos ambulances du côté du Bourget. Trente d'entre eux avaient, dès lundi soir, quitté Paris pour se rendre sur le champ de l'action afin d'y remplir leur courageuse et charitable mission. Cette première escouade s'était avancée dans la direction du Bourget, hier matin à huit heures et demie, elle était conduite par le frère visiteur, ayant à ses côtés deux frères dominicains.

Le cortège sortait de la Courneuve; le drapeau de la convention de Genève était porté en tête par un frère. Sur l'indication d'officiers, on se dirigea à 150 mètres en avant pour relever les blessés; aucun soldat n'accompagnait les frères dans leur marche. Cent mètres étaient à peine franchis qu'une décharge des troupes prussiennes éclata sur le front des ambulanciers, deux frères eurent leur robe trempée; un troisième fut atteint; celui qui portait le premier brancard; une balle pénétra au défaut de l'épaule alla jusqu'au poulmon, produisant les plus graves désordres. Le malheureux tomba tout sanglant et fut porté immédiatement à l'ambulance de la Légion d'honneur de St-Denis. Ce frère, dont l'état laisse peu d'espoir, mais qui est à St-Denis l'objet des soins les plus touchants et les plus empressés, appartient comme professeur de la première division, à l'établissement si connu de Saint-Nicolas, qui avait pour son compte détaché 38 de ses professeurs. Il se nomme Jean-Baptiste Baffic, en religion, frère Bethelme, il est né en 1840, dans le département de la Lozère.

FAITS DIVERS

Les tribunaux ou plutôt les juges de référés renvoient la solution de toutes les difficultés entre propriétaires et locataires au 1^{er} janvier 1871. Il est certain que dans deux ou trois jours au plus tard paraîtra dans l'organe officiel un décret sur le paiement du terme de janvier.

Le bras méridional de la Seine depuis la pointe de la Cité près de Notre-Dame jusqu'au barrage du Pont-Neuf, était gelé dès hier soir.

Des quais et des ponts voisins de l'Hôtel-de-ville on apercevait fréquemment dans la soirée d'hier des jets de lumière électrique à un point du ciel qui semblait au-dessus des forts d'Aubervilliers et de Noisy.

Dans la seconde partie de la journée d'hier, on a remarqué une grande circulation de matériel d'artillerie. On augmentait probablement encore l'approvisionnement en projectiles des forts et des bastions.

Sur l'ordre de l'administration, les ingénieurs des ponts et chaussées ont déjà commencé à abattre les arbres bordant les chemins ruraux des communes suburbaines. Ces bois séchés par des procédés nouveaux pourront être livrés à la consommation, à des prix un peu plus modérés que ceux de messieurs les propriétaires des chantiers. La même mesure, on le sait, doit être prise pour les bois de Boulogne et de Vincennes, où des éclaircies seront pratiquées sans nuire à l'aspect de ces magnifiques promenades. Mais si l'on veut que l'opération donne de bons résultats, tant au point de vue des quantités de bois abattus qu'à celui de la conservation des allées, il est indispensable dès maintenant d'arrêter les pillages commis journellement par les maraudeurs nombreux dans ces parages.

ENTERREMENT DU FRÈRE BÉTELME.

Après deux jours de terribles souffrances, le frère Bethelme, brancardier des ambulances de la Presse qui avait eu la poitrine traversée par une balle au dernier combat du Bourget, a succombé. Le corps de la victime est resté exposé pendant une journée sur une chapelle ardente. Sur le cercueil étaient étendus son manteau et le brassard à croix rouge qui devait le protéger contre les balles prussiennes on remarquait également étendue, sa robe noire avec une déchirure ensanglantée. Le comité des ambulances de la Presse a voulu honorer ses funérailles en convoquant son personnel médical, pharmaceutique et administratif à la funèbre cérémonie, et chacun de ces services a envoyé une députation à l'Eglise Saint-Sulpice où la messe des morts devait être dite par le vénérable curé M. Ferry qui s'est voué à l'organisation des brancardiers volontaires dont un détachement se trouvait aussi sur le champ de bataille au Bourget, a répondu, par la lettre suivante à l'invitation du comité des ambulances de la Presse.

« Monsieur,

Je vous suis reconnaissant de cette pieuse pensée d'associer l'administration municipale à l'hommage que vous rendez demain au très-digne et très-courageux citoyen, en religion frère Bethelme, qui a payé de sa vie son dévouement pour les blessés. Il y a des degrés dans l'héroïsme, les plus beaux sacrifices sont les plus obscurs et le frère Bethelme accompli le sien, assurément, sans espoir de gloire. C'est pour nous un devoir d'autant plus étrange de lui rendre les honneurs civiques auxquels il n'aspire pas, mais qui témoignent une fois de plus, de l'imagination de toutes les âmes françaises dans une seule foi et dans un seul amour, l'amour et la foi dans la patrie. Je ne puis assister personnellement aux funérailles du frère Bethelme, mais la présence de M. Léon Biquet chef de cabinet du Gouverneur, particulièrement chargé de la direction et de l'organisation de nos brancardiers municipaux, marquera nettement le sentiment fraternel qui unit tous les collaborateurs de notre grande œuvre hospitalière.

Recevez, monsieur... etc.

« JULES FERRY. »

A onze heures l'office a commencé, l'église était remplie d'une foule énorme qui avait voulu témoigner par sa présence, de son respect pour cette mort héroïque et obscure. Entre les membres du comité des ambulances, trois officiers d'ordonnance assistaient à la cérémonie et représentaient le général Trochu, le général Ducrot et le vice-amiral La Roncière. Le deuil était conduit par le supérieur de l'institut des frères, le frère Philippe et ses assistants. Après du représentant de M. J. Ferry on a remarqué M. Hérisson, maire du 8^e arrondissement, M. Lauth, l'un de ses adjoints et plusieurs ecclésiastiques. Après l'office, le curé a prononcé quelques paroles émues sur la « fraternité » telle que la comprennent ceux dont l'ambition est de mériter le nom de « frères » qu'ils se sont donnés.

DERNIERS AVIS.

Les Prussiens continuent à tirer sur le plateau d'Avron qui décidément les gêne beaucoup et qu'ils voudraient nous obliger à évacuer, bien moins pour s'en emparer que pour garantir leurs communications avec Chelles et le pont de Gournay. C'est pour cela qu'hier ils ont littéralement couvert d'obus cette position en convergeant sur elle le feu des 80 ou 90 pièces de canon qu'ils sont parvenus à mettre en batterie de ce côté. On sait déjà que ce grand effort d'artillerie n'a eu pour résultat que de nous tuer 8 ou 10 hommes et d'en blesser une cinquantaine. Les Prussiens ont peu tiré sur nos forts de Rosny, Frasy et Nogent. Aujourd'hui le feu contre le plateau d'Avron continue, mais moins vif qu'hier. Bien que les Prussiens paraissent avoir des colonnes d'attaque prêtes dans ces parages, on ne croit pas qu'ils se risquent à tenter l'assaut du plateau d'Avron, au moins tant qu'ils n'auront pas éteint le feu de nos canons qui leur répondent coup pour coup et dont pas un, nous assure-t-on, n'a été encore démonté par les projectiles ennemis.

On s'attendait à voir les Prussiens démasquer sur le territoire de Choisy, derrière la Gare aux Boeufs qu'ils n'ont

de faire sauter que dans ce but, les batteries destinées au bombardement du fort d'Ivry. Se seraient-ils, ravisés? Nos marins en ont été pour leurs frais de riposte préparée. Bieêtre, qui, une première fois déjà a si lestement démonté à cette place, quelques pièces dont l'ennemi avait fait l'imprudence de mettre la gueule à l'air, se réjouirait à l'idée d'être de la partie, nos redoutes de Vitry seraient mises en mesure de rivaliser de zèle et d'adresse. L'ennemi s'est obstinément refusé à donner le signal espéré.

29 Décembre.

Paris, plein d'énergie et de bon vouloir, a éprouvé aujourd'hui une assez vive déception, en apprenant par deux rapports militaires successifs, que le général Trochu renonçait à défendre le plateau d'Avron contre les forts croisés des batteries prussiennes. Les règles de la stratégie peuvent exiger sans doute ce sacrifice, le plateau occupé d'abord par nous pour favoriser notre sortie du 30 novembre, étant trop à découvert pour valoir les efforts de résistance et les pertes d'hommes devenus nécessaires. Ce plateau, ajout-on, abandonné par nous, ne pourra être occupé non plus par l'ennemi, ce qui lui restituera son ancien caractère de terrain neutre. Tout cela est plausible au point de vue de l'art, mais touche bien moins la population que cette idée irritante de reculer encore une fois devant les attaques implacables des hordes qui nous assiègent. Nous l'avons déjà dit, les troupes et les gardes nationaux de Paris ne demandent qu'à marcher en avant, et la population entière est décidée à subir les plus dures privations plutôt que d'endurer l'affront d'une capitulation quelconque. Tel est le sentiment unanime, et de ce sentiment résultent pour le gouvernement de la Défense aussi bien que pour le gouvernement de Paris, des devoirs qui ne sont pas seulement militaires, mais surtout politiques.

C'est sous le bénéfice de ces observations, et en tenant pour probables de nouveaux mouvements offensifs de nos troupes, que nous reproduisons les deux rapports militaires qui suivent :

RAPPORTS MILITAIRES

Paris, 28 décembre, 1870.

Le bombardement commencé hier, a continué aujourd'hui. L'ennemi a dirigé contre nous le feu de ses batteries de gros calibre et couvert de milliers de projectiles de 24 les forts de Rosny, de Noisy, de Nogent et le plateau d'Avron. En ce qui regarde les forts, leurs garnisons n'ont, en réalité, eu qu'un peu à souffrir. Selon l'usage, les hommes qui n'étaient pas de service avaient reçu l'ordre de se retirer dans les casemates blindées. Aussi, malgré la quantité d'obus lancés par l'ennemi, on ne compte qu'un tué, dix blessés et quelques contusionnés. Il n'en pouvait être de même sur le plateau d'Avron. Cette position, entièrement découverte, n'offre à nos soldats, en dehors des tranchées de campagne, dont elle est entourée, aucun abri naturel. Toute la journée, le plateau a été labouré par le tir de huit batteries convergentes. Le gouverneur s'est rendu sur les lieux; il a visité les tranchées, encouragé les soldats et donné les ordres nécessaires.

L'emploi par l'ennemi de moyens nouveaux et très-puissants nous obligent sans doute à modifier notre système de défense. Selon toute probabilité, c'est le bombardement qui commence, le bombardement par les fameux canons Krupp, tant de fois annoncés. Mais tout a été prévu dès le début du siège, même les extrémités auxquelles pourrait se porter l'assiégeant, quand il en viendrait à éprouver des doutes sur la possibilité de prolonger le blocus.

Malgré des pertes sensibles, les troupes d'abord un peu étonnées ont soutenu avec fermeté cette attaque violente et d'un caractère tout à fait inattendu pour elles.

29 décembre, matin.

Le feu, qui avait été modéré dans la matinée d'hier sur les positions bombardées, est devenu très-vif dans l'après-midi et la soirée. De nouvelles batteries ont appuyé celles qui avaient été précédemment établies par l'ennemi. Nos pièces, moins puissantes que les canons Krupp, ayant dû renoncer à faire feu, le plateau est devenu tout-à-fait intenable pour l'infanterie.

Le gouvernement avait le devoir impérieux de soustraire cette artillerie et ces troupes à une situation que l'intensité croissante du feu de l'ennemi ne pourrait qu'aggraver; il a ordonné et organisé sur place la rentrée des pièces en arrière des forts. Cette opération difficile et laborieuse s'est effectuée pendant la nuit et dans la matinée.

Le tir de l'ennemi, dans la soirée, passant par-dessus le plateau d'Avron, atteignait la route stratégique et par moments les villages environnants.

La nouvelle phase, prévue depuis longtemps, dans laquelle entre le siège de Paris, pourra transformer les conditions

de la défense, mais elle ne portera atteinte ni à ses moyens ni à son énergie.

Le Gouverneur de Paris,

P. O. Le général chef d'état-major-général,
Schmitz.

Il nous a toujours répugné d'accuser la loyauté de certains partis politiques ou leur patriotisme, si profonds que soient les dissentiments qui nous séparent d'eux. Il est impossible cependant de ne pas remarquer que des agitations dans quelques-uns de nos faubourgs correspondent toujours à une entreprise prussienne. La manifestation du 31 octobre est venue rompre les négociations au sujet de l'armistice. Aujourd'hui certains mouvements intérieurs, dénoncés par une note du *Journal officiel*, accompagnent la tentative de bombardement tenté par l'artillerie prussienne. Il y a là, tout au moins, une coïncidence fâcheuse dont les chefs du parti avancé devraient flétrir les auteurs par des déclarations solennelles. En attendant, voici un document signé de M. Ferry, qui met à jour les manœuvres coupables qu'il s'agit en ce moment de réprimer avec énergie :

AUX HABITANTS DE PARIS

La rigueur extraordinaire et persistante de la saison d'hiver nous impose depuis huit jours de grandes souffrances.

Le froid est à cette heure notre plus cruel ennemi.

La population, dans son ensemble, oppose à cette nouvelle épreuve la persistance de l'esprit public et l'effort infatigable de cette discipline volontaire qui, depuis bientôt quatre mois, honore le peuple de Paris devant la France, et devant l'histoire.

L'administration a fait, de son côté, tout ce que la situation commande, c'est-à-dire tout le possible.

Dès l'invasion du froid, le maire de Paris a ordonné de vastes abatis dans les bois de la ville, le bois de Boulogne et le bois de Vincennes ont été mis en coupe réglée.

Les plantations qui bordent les routes nationales et départementales sont sacrifiées sans distinction; les gros arbres de nos boulevards sont coupés et débités.

Ce travail, qui met à notre disposition des réserves immenses, s'accomplit avec toute la célérité que comporte une œuvre pareille et les charrois considérables qui en sont la conséquence.

En même temps, tous les chantiers qui renferment des bois de démolition ont été mis en réquisition, et, malgré l'énorme dépense, nous n'hésitons pas à livrer à la consommation les bois de sciage et de charpente réservés d'habitude à la construction.

Autour de la mairie de Paris, tout le monde est à l'œuvre, tous les syndicats, toutes les administrations, toutes les corporations qui nous apportent, avec le zèle le plus louable, un concours aussi précieux que désintéressé.

Chacun fait donc son devoir, et, grâce à tant d'efforts réunis, nous viendrons à bout de ce terrible hiver.

Mais il faut que, de son côté, la population nous vienne en aide; il faut qu'elle supplée par sa bonne volonté, par son honnêteté, par son concours volontaire, aux moyens de surveillance qui nous défaut si les chantiers où nous déposons les bois destinés aux distributions municipales sont, comme cela s'est vu, envahis et mis au pillage, si nos coupes de Vincennes et de Boulogne sont enlevées unilatéralement par des bandes de malfaiteurs qui, sans l'assistance de la garde nationale et des honnêtes gens, demeureraient insaisissables; si la propriété privée et la propriété publique ne sont pas respectées, si l'on n'y a plus ni approvisionnement possible, ni équitable répartition.

Nous dénonçons à la garde nationale et à la population les maraudeurs et les pillards: ils sont en ce moment les complices de l'ennemi du dehors, et l'administration est résolue à les poursuivre avec la plus grande énergie.

Paris, le 28 décembre 1870.

Le membre du gouvernement délégué à la mairie de Paris,

JULES FERRY.

Des ordres viennent d'être donnés pour l'organisation, dans tous les secteurs, de fortes patrouilles ayant le devoir d'empêcher, d'une façon absolue, le maraudage des bois dans les propriétés publiques et privées.

INCIDENTS DU SIÈGE

Mardi dernier, à l'heure habituelle, le parlementaire prussien s'est présenté au pont de Sèvres. Pour la première fois depuis longtemps, l'envoyé ne connaissait pas la langue française; ce n'était point une difficulté, car un des officiers des mobiles de l'Aube, chargé de le recevoir, savait l'Allemand. Le ministre des Etats-Unis en personne était venu aux avant-postes; il était accompagné d'un aide-camp du général Trochu. Le passage de la Seine en bateau a été entravé par les glaçons; on a été obligé de faire glisser l'embarcation sur la glace, qui, aux bords, couvre déjà près d'un tiers de la rivière. Au moment où les officiers

français s'avancèrent vers la tête du pont, une balle siffla à leurs oreilles, elle venait évidemment de loin, et avait été tirée par quelqu'un qui ignorait que le drapeau blanc était levé. La remise des dépêches a été faite avec les cérémonies accoutumées.

Hier matin nous avons démasqué une formidable batterie qui balait toute la forêt de Bondy et ses approches. Les Prussiens sont, paraît-il, très-sérieusement inquiétés par les effets de ces pièces d'artillerie qui tirent à plein fouet.

L'abbé Henri Gros, vicaire à Saint-Ambroise, aumônier volontaire du 6^e bataillon des mobiles de la Seine, a été tué avant-hier par un obus sur le plateau d'Avron. Après avoir exercé pendant six semaines un ministère des plus fructueux au milieu de l'armée de Saint-Denis, il s'était dévoué à une mission pareille auprès des mobiles de la rive gauche, et la remplissait depuis un mois à Avron, malgré la rigueur de la saison. Ses obsèques ont eu lieu aujourd'hui à l'église Saint-Ambroise.

La question qui a été soulevée relativement à la capture des capitaines au long-cours prussiens est l'objet d'un examen sérieux dans les divers départements ministériels dont elle ressort. Le ministre de la marine contesterait d'abord, très-vivement les prétentions de la Prusse, et il aurait adressé à ce sujet un rapport très-étudié et très-détaillé au ministre des affaires étrangères.

On nous communique d'intéressants détails sur un des dramatiques incidents qui ont marqué l'attaque de Ville-Evrard. C'était le soir, au moment où les Saxons, sortis inopinément des caves, étaient secourus par des troupes prussiennes postées non loin de là. Au milieu de la mêlée générale, le lieutenant Minaré, du 112^e de ligne, fut enlevé par cinq ou six soldats allemands qui l'emmenèrent près de la Marne en l'accablant de coups. Ils lui enlevèrent son sabre, son képi, sa montre et son porte-monnaie qui contenait 52 fr.

Ils le poussèrent dans une petite barque, deux hommes saisirent les rames et le prisonnier dirigé vers les lignes ennemies. Tout-à-coup, il s'élança hors de la barque, fit le plongeon et disparut dans les flots au grand ébahissement des Prussiens. L'intrépide lieutenant fut assez heureux pour aborder sur la rive opposée, et, connaissant la localité, il put, à la faveur de l'obscurité, gagner Neuilly, où tous les soins que comportait son état lui furent prodigués; mais depuis, le lieutenant Minaré est souffrant et il n'a pas encore quitté l'hôpital d'Ivry. Cependant, depuis deux jours, une amélioration notable est survenue: on le considère comme étant en bonne voie de guérison. On lui a apporté sa nomination au grade de capitaine.

La garde nationale à cheval vient d'offrir deux canons à la défense nationale. Ces pièces, se chargeant par la culasse, conduites hier au ministère de l'intérieur et escortées par un escadron, ont été reçues par M. Jules Favre.

FAITS DIVERS

Point n'est besoin de nouvelles démonstrations pour prouver l'énergie du général Vinoy, disons mieux, son inflexibilité. Hier, nous raconte-t-on, le général Vinoy eût une petite scène avec M. Jules Simon. Celui-ci au nom des principes de toute sa vie, protesta contre la proposition du général de faire fusiller sans délai les espions, les traîtres et les lâches. M. Jules Simon, dit à la fin le général, je suis presque de votre avis. Mais nous sommes dans une situation exceptionnelle. Après la guerre, vous décréterez l'abolition de la peine de mort, et je vous applaudirai. Mais, aujourd'hui, je crois qu'il y va du salut de la patrie. Nous ferons établir des cours martiales, nous jugerons, nous condamnerons, nous fusillerons et nous vous le dirons après. Vos principes n'en sauront rien... M. Jules Simon ne put s'empêcher de sourire et serra la main du général en s'inclinant devant cette ferme résolution.

M. L. Vinet, de l'Académie française, vient de publier sa 4^e lettre sur le siège de Paris. On y remarque des conseils pleins de sens, des observations dignes d'un penseur et d'un patriotisme aussi ardent qu'éclairé. Nous en donnons les extraits suivants :

« Ce qui me tient au cœur avant tout, c'est la veine profonde et cachée de création et d'organisation qui se révèle dans notre pays. Je ne sais rien de plus rassurant, de mieux fait pour nous donner courage. Mettons toute chose au pire: un peuple qui possède de tels jets de fécondité qui, dans l'enceinte d'une ville bloquée, caletée, impénétrable à tout secours, trouve moyen, en peu de temps, de s'aider ainsi soi-même et par son propre fonds, de fabriquer tant d'armes, de fondre tant de canons et de dresser tant de jeunes courages, un tel peuple n'est pas de ceux que Dieu met au rebut et qu'il entend abandonner. Il a des vues sur nous, sans quoi il tarirait, il nous